

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 2845 [C — 2003/11326]

11 AVRIL 2003. — Loi sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° « date de mise en service industrielle » : date de l'accord formel entre le producteur d'électricité, les constructeurs des centrales nucléaires et le bureau d'études par lequel la phase de projet est finalisée et la phase de production commence, à savoir pour les centrales nucléaires existantes :

- Doel 1 : le 15 février 1975
- Doel 2 : le 1^{er} décembre 1975
- Doel 3 : le 1^{er} octobre 1982
- Doel 4 : le 1^{er} juillet 1985
- Tihange 1 : le 1^{er} octobre 1975
- Tihange 2 : le 1^{er} février 1983
- Tihange 3 : le 1^{er} septembre 1985;

2° « provisions pour le démantèlement » : les provisions pour les coûts de mise à l'arrêt du réacteur de la centrale nucléaire et de déchargement du combustible nucléaire, du démantèlement de l'installation nucléaire, d'assainissement du site et de gestion des déchets radioactifs qui en résultent;

3° « provisions pour la gestion de matières fissiles irradiées » : les provisions pour les coûts liés à la gestion de matières fissiles irradiées dans les centrales nucléaires;

4° « la société de provisionnement nucléaire » : la société anonyme Société belge des Combustibles nucléaires Synatom, visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juin 1994 et dont le statut est réglé par l'article 179, § 1^{er}, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, ou toute société qui viendrait à ses droits;

5° « exploitants nucléaires » : tout exploitant, titulaire d'une autorisation royale d'exploitation, de centrales nucléaires ou toute société qui viendrait à ses droits;

6° « centrales nucléaires » : toute installation nucléaire produisant, de manière industrielle, de l'électricité;

7° « l'arrêté royal du 10 juin 1994 » : l'arrêté royal du 10 juin 1994 instituant au profit de l'Etat une action spécifique de Synatom.

CHAPITRE II. — *Mécanismes liés aux provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires*

Section 1^{re}. — Le Comité de suivi

Sous-section 1^{re}. — Constitution et composition

Art. 3. Il est constitué un Comité de suivi des mécanismes liés aux provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées, en abrégé « le Comité de suivi », ayant la personnalité juridique et ayant son siège dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 2845 [C — 2003/11326]

11 APRIL 2003. — Wet betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « datum van industriële ingebruikname » : datum van de formele overeenkomst tussen de elektriciteitsproducent, de constructeurs van de kerncentrales en het studiebureau waardoor de projectfase wordt afgesloten en de productiefase begint, te weten voor de bestaande nucleaire centrales :

- Doel 1 : 15 februari 1975
- Doel 2 : 1 december 1975
- Doel 3 : 1 oktober 1982
- Doel 4 : 1 juli 1985
- Tihange 1 : 1 oktober 1975
- Tihange 2 : 1 februari 1983
- Tihange 3 : 1 september 1985;

2° « voorzieningen voor de ontmanteling » : de voorzieningen voor de kosten van de stopzetting van de reactor van de kerncentrale en ontlading van de kernbrandstof, de eigenlijke ontmanteling van de kerninstallatie, de sanering van de site en het beheer van het radioactief afval dat eruit voortkomt;

3° « voorzieningen voor het beheer van bestraalde splijtstoffen » : de voorzieningen voor de kosten verbonden met het beheer van splijtstoffen bestraald in de kerncentrales;

4° « de kernprovisievenootschap » : de naamloze vennootschap Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen Synatom, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juni 1994 en waarvan het statuut wordt geregeld door artikel 179, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, of iedere rechtsopvolgende vennootschap;

5° « kernexploitanten » : elke exploitant, houder van een koninklijk exploitatievergunning, van kerncentrales of iedere rechtsopvolgende vennootschap;

6° « kerncentrales » : elke kerninstallatie die, op industriële wijze, elektriciteit produceert;

7° « het koninklijk besluit van 10 juni 1994 » : het koninklijk besluit van 10 juni 1994 tot invoering ten voordele van de Staat van een bijzonder aandeel in Synatom.

HOOFDSTUK II. — *Mechanismen verbonden met de voorzieningen voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales*

Afdeling 1. — Het Opvolgingscomité

Onderafdeling 1. — Oprichting en samenstelling

Art. 3. Er wordt een Opvolgingscomité voor de mechanismen verbonden met de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen opgericht, afgekort « het Opvolgingscomité », met rechtspersoonlijkheid en met zetel in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 4. § 1^{er}. Le Comité de suivi sera composé des six personnes suivantes :

- l'Administrateur général de l'Administration de la Trésorerie ou son suppléant;
- le président du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz ou son suppléant;
- le président de l'Office de Contrôle des Assurances ou son suppléant;
- le fonctionnaire dirigeant de l'Administration du Budget ou son suppléant;
- une personne désignée par la Banque Nationale de Belgique ou son suppléant;
- le fonctionnaire dirigeant de l'administration de l'Energie, ou son suppléant.

Les membres du Comité de suivi ainsi que leurs suppléants respectifs sont nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le directeur général de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et le directeur général de l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies ou leurs délégués peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Comité de suivi.

§ 3. Le Comité de Suivi est assisté par un secrétariat permanent. Ce secrétariat est sous la direction d'un secrétaire permanent qui est désigné par le ministre qui a l'énergie dans ses attributions.

Sous-section 2. — Missions et règles de fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Le Comité de suivi émet des avis dans les cas visés au § 2 et contrôle la possibilité dont dispose la société de provisionnement nucléaire en vertu de l'article 14 de prêter des fonds à l'exploitant nucléaire ainsi que les méthodes de constitution des provisions telles que définies à l'article 5, § 2. En ce qui concerne l'existence et la suffisance des provisions, les résolutions du Comité de suivi requièrent l'avis conforme de l'ONDRAF.

§ 2. En vue de remplir la mission mentionnée au § 1^{er} :

1° le Comité de suivi émet des avis, d'initiative ou à la demande des autorités compétentes, concernant :

- a. les méthodes de constitution de provisions pour le démantèlement et la gestion de matières fissiles irradiées, et évalue périodiquement le caractère approprié de ces méthodes, conformément à l'article 12;
- b. la révision du pourcentage maximal des fonds représentatifs de la contre-valeur des provisions que la société de provisionnement nucléaire peut prêter aux exploitants nucléaires, conformément à l'article 14, § 2;
- c. les catégories d'actifs dans lesquels la société de provisionnement nucléaire investit la part de ces fonds qu'elle ne peut prêter aux exploitants nucléaires, conformément à l'article 14, § 5.

2° le Comité de suivi contrôle :

- a. les données que la société de provisionnement nucléaire met à disposition à propos de la suffisance des provisions;
- b. l'application correcte des méthodes de constitution de provisions pour le démantèlement et la gestion de matières fissiles irradiées;
- c. les conditions auxquelles la société de provisionnement nucléaire prête ces fonds aux exploitants nucléaires, conformément à l'article 14, § 4;
- d. la politique des exploitants nucléaires en matière de privilèges et d'hypothèques.

Art. 6. § 1^{er}. Le Comité de suivi émet ses avis à la majorité simple. Ces avis engagent la société de provisionnement nucléaire.

§ 2. La société de provisionnement nucléaire peut faire opposition, auprès du ministre ayant l'Energie dans ses attributions, contre tout avis émanant du Comité de suivi, ce dans un délai de 14 jours ouvrables après réception de l'avis.

§ 3. Le ministre ayant l'Energie dans ses attributions, soumet l'opposition au Conseil des ministres, qui prend à court terme une décision contraignante. L'opposition introduite conformément au § 2 suspend l'obligation de la société de provisionnement nucléaire de suivre les avis du Comité de suivi jusqu'au jour où le Conseil des Ministres rend sa décision.

Art. 4. § 1. Het Opvolgingscomité zal samengesteld zijn uit de volgende zes personen :

- de Administrateur-generaal van de Administratie der Thesaurie of zijn plaatsvervanger;
- de voorzitter van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas of zijn plaatsvervanger;
- de voorzitter van de Controledienst voor Verzekeringen of zijn plaatsvervanger;
- de leidende ambtenaar van de Administratie voor de Begroting of zijn plaatsvervanger;
- een persoon aangeduid door de Nationale Bank van België of zijn plaatsvervanger;
- de leidende ambtenaar van het bestuur Energie, of zijn plaatsvervanger.

De leden van het Opvolgingscomité en hun respectieve plaatsvervangers worden benoemd door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. De directeur-generaal van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en de directeur-generaal van de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen of hun afgevaardigden kunnen met raadgevende stem de vergaderingen van het Opvolgingscomité bijwonen.

§ 3. Het Opvolgingscomité wordt bijgestaan door een vast secretariaat. Dit secretariaat staat onder de leiding van een vaste secretaris die benoemd wordt door de minister die de Energie onder zijn bevoegdheid heeft.

Onderafdeling 2. — Oprachten en werkingsregels

Art. 5. § 1. Het Opvolgingscomité geeft adviezen in de gevallen aangegeven in § 2 en oefent controle uit over de mogelijkheid waarover de kernprovisievennootschap op grond van artikel 14 beschikt om fondsen te lenen aan de kernexploitant en over de methoden voor het aanleggen van de provisijs zoals bepaald in artikel 5, § 2. Wat betreft het bestaan en de toereikendheid van de provisijs, vergen de besluiten van het Opvolgingscomité het eensluidend advies van NIRAS.

§ 2. Met het oog op het vervullen van de in § 1 genoemde opdracht :

1° geeft het Opvolgingscomité advies, op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde overheden, omtrent :

- a. de methoden voor het aanleggen van provisijs voor de ontmanteling en het beheer van bestraalde splijtstoffen, en evalueert periodiek de geschiktheid van deze methoden, overeenkomstig artikel 12;
- b. het herzien van het maximale percentage van de fondsen die de tegenwaarde vormen van de desbetreffende provisijs die de kernprovisievennootschap kan lenen aan kernexploitanten, overeenkomstig artikel 14, § 2;
- c. de categorieën van activa waarin de kernprovisievennootschap het deel van deze fondsen, dat zij niet mag lenen aan kernexploitanten, investeert, overeenkomstig artikel 14, § 5.

2° controleert het opvolgingscomité :

- a. de gegevens die de kernprovisievennootschap ter beschikking stelt omtrent de toereikendheid van de provisijs;
- b. de correcte toepassing van de methoden voor het aanleggen van provisijs voor de ontmanteling en het beheer van bestraalde splijtstoffen;
- c. de voorwaarden tegen dewelke de kernprovisievennootschap deze fondsen leent aan kernexploitanten, overeenkomstig artikel 14, § 4;
- d. de politiek van de kernexploitanten inzake voorrechten en hypotheeken.

Art. 6. § 1. Het Opvolgingscomité brengt zijn adviezen uit bij gewone meerderheid. Deze adviezen binden de kernprovisievennootschap.

§ 2. De kernprovisievennootschap kan bij de minister die Energie in zijn bevoegdheid heeft verzet aantekenen tegen elk advies van het Opvolgingscomité, en zulks binnen 14 werkdagen na ontvangst van het advies.

§ 3. De minister die Energie in zijn bevoegdheid heeft, legt het verzet voor aan de Ministerraad, die op korte termijn een bindende beslissing treft. Het verzet ingesteld overeenkomstig § 2 schorst de verplichting van de kernprovisievennootschap om de adviezen van het Opvolgingscomité te volgen tot de dag van de beslissing van de Ministerraad.

§ 4. Dans les cinq jours ouvrables de la demande écrite, le Comité de suivi fournit à la société de provisionnement nucléaire ou, le cas échéant, à l'exploitant nucléaire concerné, copie de tout avis, rapport, étude ou document et de toute statistique ou autres données sur lesquelles s'appuie une décision ou un avis du Comité de suivi concernant la société de provisionnement nucléaire ou un exploitant nucléaire, ou auxquels il est fait référence dans une telle décision ou un tel avis.

Art. 7. § 1^{er}. En vue de permettre au Comité de suivi de remplir ses missions, la société de provisionnement nucléaire fournira au Comité de suivi au moins les informations suivantes :

— annuellement : à une date à fixer par le Comité de suivi le montant des provisions constituées pour le démantèlement et la gestion de matières fissiles irradiées, l'évaluation des actifs correspondant à ces provisions, le calcul de l'indemnisation dont les exploitants nucléaires sont redevables à la société de provisionnement nucléaire pour l'exercice en cours, les dépenses pour les trois ans à venir, ainsi que l'orientation générale de sa politique d'investissement; le « credit rating » international de l'exploitant nucléaire et le ratio d'endettement établi trimestriellement au regard des capitaux propres de l'exploitant nucléaire, tels que visés à l'article 14;

— tous les trois ans à une date à fixer par le Comité de suivi et après la première révision de la méthode de provisionnement en application de l'article 12, §§ 2 et 3 : les caractéristiques de base de la constitution de provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées, telles que l'approche stratégique sous-jacente, le programme de développement, le programme de mise en œuvre, le timing, l'estimation des moyens financiers nécessaires, le montant des dépenses et le calendrier de paiement;

— tous accords conclus entre la société de provisionnement nucléaire et l'exploitant nucléaire ou sociétés liées et l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies en ce qui concerne le démantèlement des centrales nucléaires et le traitement de déchets radioactifs;

— chaque modification du credit rating de l'exploitant nucléaire ou la circonstance que l'agence concernée a placé l'exploitant nucléaire sous « credit watch »;

— chaque trimestre, à une date à fixer par le Comité de suivi, le ratio d'endettement au regard des capitaux propres de l'exploitant nucléaire, conformément à l'article 14, § 2;

— immédiatement, chaque modification de la politique de l'exploitant nucléaire en matières d'hypothèques et de garanties.

§ 2. Afin de permettre au Comité de suivi de remplir ses missions, les exploitants nucléaires fourniront au Comité de suivi, sans délai, toutes les décisions et informations concernant les privilèges et hypothèques.

§ 3. Le Comité de suivi peut, dans l'exécution de ses missions, demander l'avis d'institutions nationales, étrangères ou internationales ou de centres de compétence spécialisés, tels que l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies ou l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Art. 8. § 1^{er}. Le Comité de suivi soumet chaque année un rapport de ses activités au ministre ayant l'énergie dans ses attributions, qui communique ce rapport aux Chambres législatives fédérales et qui veille à une publicité appropriée du rapport.

§ 2. Les membres et le personnel du secrétariat du Comité de suivi sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer à quelque personne que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leur fonction auprès du Comité de suivi, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, sans préjudice de l'échange d'informations avec des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne expressément prévu ou autorisé par des règlements ou directives arrêtés par les institutions de l'Union européenne.

Art. 9. Les frais de fonctionnement, les coûts des avis et études demandés par le Comité de suivi en vertu de l'article 7 sont à la charge des provisions de démantèlement.

Le Roi définit, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le montant annuel maximal qui peut être consacré à charge des provisions.

Art. 10. Le Roi établit, sur proposition du Comité de suivi, un règlement d'ordre intérieur et détermine les modalités et frais de fonctionnement du Comité de suivi et de son secrétariat permanent, en ce compris le montant des jetons de présence à attribuer à ses membres.

§ 4. Binnen de vijf werkdagen volgend op het schriftelijk verzoek, maakt het Opvolgingscomité aan de kernprovisievennootschap of, in voorkomend geval, aan de betrokken kernexploitant een kopie over van elk advies, verslag, studie of document en van alle statistieken of andere gegevens waarop een beslissing of een advies van het Opvolgingscomité betreffende de kernprovisievennootschap of een kernexploitant is gesteund, of waarnaar wordt verwezen in een dergelijke beslissing of een dergelijk advies.

Art. 7. § 1. Teneinde het Opvolgingscomité toe te laten zijn opdrachten te vervullen, zal de kernprovisievennootschap aan het Opvolgingscomité tenminste de volgende gegevens verschaffen :

— jaarlijks : Op een datum vast te leggen door het Opvolgingscomité, het bedrag van de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen, de evaluatie van de met deze voorzieningen overeenstemmende activa, de berekening van de vergoeding die de kernexploitanten aan de kernprovisievennootschap verschuldigd zijn voor het lopende boekjaar, de uitgaven voor de komende drie jaren, alsook de algemene oriëntatie van zijn investeringspolitiek; de internationale « credit rating » van de kernexploitant en de schuldenratio driemaandelijks vastgesteld ten aanzien van het eigen vermogen van de kernexploitant, zoals bedoeld in artikel 14;

— elke drie jaar op een datum vast te leggen door het Opvolgingscomité en na de eerste herziening van de methode voor de aanleg van voorzieningen overeenkomstig artikel 12, §§ 2 en 3 : de basiskarakteristieken van de provisievorming voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen, zoals de achterliggende strategische aanpak, het ontwikkelingsprogramma, het uitvoeringsprogramma, de timing, de raming van de benodigde financiële middelen, het bedrag van de uitgaven en de betalingskalender;

— alle overeenkomsten gesloten tussen de kernprovisievennootschap en de kernexploitant of verbonden vennootschappen en de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen inzake de ontmanteling van kerncentrales en de verwerking van radioactieve afvalstoffen;

— elke wijziging in de kredietrating van de kernexploitant of de omstandigheid dat het betrokken agentschap de kernexploitant op « credit watch » heeft geplaatst;

— elk trimester, op een datum vast te leggen door het Opvolgingscomité, de schuldratio ten aanzien van het eigen vermogen van de kernexploitant, overeenkomstig artikel 14, § 2;

— onmiddellijk, elke wijziging in de politiek van de kernexploitant inzake hypotheken en voorrechten.

§ 2. Teneinde het Opvolgingscomité toe te laten zijn opdrachten te vervullen, zullen de kernexploitanten aan het Opvolgingscomité onverwijld alle beslissingen en informatie inzake voorrechten en hypotheken bezorgen.

§ 3. Het Opvolgingscomité kan, in uitvoering van zijn opdrachten, adviezen vragen aan nationale, buitenlandse of internationale instellingen of gespecialiseerde kenniscentra, zoals de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen of het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

Art. 8. § 1. Het Opvolgingscomité legt elk jaar een verslag van zijn activiteiten voor aan de minister die de Energie in zijn bevoegdheid heeft, die dit verslag overmaakt aan de federale wetgevende Kamers en die erop toeziet dat het verslag op passende wijze wordt bekendgemaakt.

§ 2. De leden en het personeel van het secretariaat van het Opvolgingscomité zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke gegevens die hun ter kennis zijn gekomen op grond van hun functie bij het Opvolgingscomité aan niemand bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen, onverminderd de uitwisseling van informatie met de bevoegde instanties van andere lidstaten van de Europese Unie die uitdrukkelijk bepaald of toegestaan is door verordeningen of richtlijnen vastgesteld door de instellingen van de Europese Unie.

Art. 9. De werkingskosten, de kosten van de adviezen en de studies gevraagd door het Opvolgingscomité krachtens artikel 7 zijn ten laste van de voorzieningen voor de ontmanteling.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het jaarlijkse bedrag dat maximaal ten laste van de voorzieningen kan besteed worden.

Art. 10. De Koning bepaalt, op voorstel van het Opvolgingscomité, een huishoudelijk reglement en bepaalt de modaliteiten en werkingskosten van het Opvolgingscomité alsook van zijn vast secretariaat, met inbegrip van het bedrag van de zitpenningen die toekomen aan zijn leden.

Section 2. — Modalités de constitution et de gestion des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées

Sous-section 1^{re}. — Constitution des provisions pour le démantèlement et la gestion de matières fissiles irradiées

Art. 11. § 1^{er}. La société de provisionnement nucléaire est responsable pour assurer la couverture des coûts de démantèlement des centrales nucléaires, tels que visés à l'article 2, 2°, et des coûts liés à la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, tels que visés à l'article 2, 3°. A cet effet, la société de provisionnement constitue dans ses comptes des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées, conformément aux méthodes visées à l'article 12 ou arrêtées en application de cet article.

Les exploitants nucléaires sont tenus de payer à la société de provisionnement nucléaire des montants correspondant aux dotations aux provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées.

§ 2. Les exploitants nucléaires transfèrent au plus tard le 31 décembre 2003 à la société de provisionnement nucléaire un montant égal à la contre-valeur des provisions déjà constituées par les exploitants nucléaires pour le démantèlement des centrales nucléaires.

A partir de l'exercice comptable 2003, les exploitants nucléaires transfèrent à la société de provisionnement nucléaire, en versements trimestriels, un montant total qui correspond à la dotation aux provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées pour l'exercice en cours

§ 3. Les provisions pour le démantèlement seront constituées de manière à couvrir, pour chaque centrale nucléaire, l'intégralité du montant actualisé des coûts de démantèlement lors de l'arrêt programmé de la centrale nucléaire concernée, soit au plus tard quarante ans après la date de mise en service industrielle.

Le démantèlement sera assuré par les exploitants nucléaires pour le compte de la société de provisionnement nucléaire et les coûts de démantèlement seront imputés par la société de provisionnement nucléaire sur les provisions constituées par elle. Si, au cours des opérations de démantèlement, les provisions pour le démantèlement s'avèrent être inférieures aux coûts de démantèlement, les exploitants nucléaires verseront à la société de provisionnement nucléaire le montant nécessaire pour couvrir l'excédent de coûts de démantèlement au moment où celui-ci est dû.

§ 4. Les provisions pour la gestion de matières fissiles irradiées sont majorées annuellement par la société de provisionnement nucléaire en fonction de la quantité des matières fissiles irradiées produites dans l'année correspondante.

La gestion de matières fissiles irradiées sera assurée exclusivement par la société de provisionnement nucléaire et les coûts de gestion de matières fissiles irradiées seront imputés par la société de provisionnement sur les provisions constituées par elle. Si, au cours des opérations de gestion de matières fissiles irradiées, les provisions s'avèrent être inférieures aux coûts de gestion de matières fissiles irradiées, les exploitants nucléaires verseront à la société de provisionnement nucléaire le montant nécessaire pour couvrir l'excédent des coûts de gestion de matières fissiles irradiées au moment où celui-ci est dû.

Art. 12. § 1^{er}. Dans l'attente d'une révision de la méthode de provisionnement conformément au § 2 et jusqu'à la date de son établissement définitif conformément au § 3, la société de provisionnement nucléaire constitue les provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées suivant les dispositions actuellement en vigueur.

§ 2. Dans les six mois suivant la publication au *Moniteur belge* de la présente loi, la société de provisionnement nucléaire et les exploitants nucléaires concernés transmettent au Comité de suivi une proposition de révision de la méthode de provisionnement de démantèlement et une proposition de révision de la méthode de provisionnement de gestion de matières fissiles irradiées, contenant au moins les éléments suivants :

- un scénario élaboré pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées;
- une estimation détaillée des coûts qui y sont liés, ainsi qu'une planification dans le temps des dépenses prévues; et
- une méthode de calcul pour la constitution des provisions, selon des taux d'actualisation et de capitalisation correspondant à des techniques établies d'analyse financière.

Afdeling 2. — Nadere regels voor de aanleg en het beheer van de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen

Onderafdeling 1. — Aanleg van de voorzieningen voor de ontmanteling en het beheer van bestraalde splijtstoffen

Art. 11. § 1. De kernprovisievennootschap is verantwoordelijk om de dekking van de kosten van ontmanteling van de kerncentrales te verzekeren, zoals bedoeld in artikel 2, 2° en van de kosten voor het beheer van de splijtstoffen bestraald in deze centrales, zoals bedoeld in artikel 2, 3°. Te dien einde legt de kernprovisievennootschap in haar rekeningen voorzieningen aan voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen, overeenkomstig de methoden bedoeld in artikel 12 of bepaald in uitvoering van dit artikel.

De kernexploitanten zijn gehouden tot de betaling aan de kernprovisievennootschap van de bedragen die overeenstemmen met de toelagen voor de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen.

§ 2. De kernexploitanten maken, ten laatste op 31 december 2003 aan de kernprovisievennootschap een bedrag over dat gelijk is aan de tegenwaarde van de voorzieningen reeds aangelegd door de kernexploitanten voor de ontmanteling van de kerninstallaties.

Vanaf het boekjaar 2003 maken de kernexploitanten, in driemaandelijke betalingsschijven, aan de kernprovisievennootschap een totaalbedrag over dat gelijk is aan de toelagen voor de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van de bestraalde splijtstoffen voor het lopende boekjaar.

§ 3. De voorzieningen voor de ontmanteling zullen worden aangelegd teneinde, voor elke kerncentrale, het volledig geactualiseerd bedrag van de kosten van ontmanteling te dekken bij de geprogrammeerde uitdienstname van de betrokken kerncentrale, te weten ten laatste veertig jaar na de datum van industriële ingebruikname.

De ontmanteling zal worden verzekerd door de kernexploitanten voor rekening van de kernprovisievennootschap en de kosten van ontmanteling zullen door de kernprovisievennootschap worden aangerekend op de voorzieningen die ze heeft aangelegd. Indien, tijdens de ontmantelingsverrichtingen, de voorzieningen voor de ontmanteling lager blijken te zijn dan de kosten van ontmanteling, zullen de kernexploitanten aan de kernprovisievennootschap het bedrag overmaken dat nodig is om het overschot aan kosten van ontmanteling te dekken op het moment dat dit is verschuldigd.

§ 4. De voorzieningen voor het beheer van bestraalde splijtstoffen worden jaarlijks door de kernprovisievennootschap vermeerderd naar evenredigheid van de in het betrokken jaar voortgebrachte hoeveelheid bestraalde splijtstoffen.

Het beheer van bestraalde splijtstoffen zal uitsluitend worden verzekerd door de kernprovisievennootschap en de kosten van beheer van bestraalde splijtstoffen zullen door de kernprovisievennootschap worden aangerekend op de voorzieningen die zij heeft aangelegd. Indien, tijdens de verrichtingen van beheer van bestraalde splijtstoffen, de voorzieningen voor het beheer van bestraalde splijtstoffen lager blijken te zijn dan de kosten van beheer van bestraalde splijtstoffen, zullen de kernexploitanten aan de kernprovisievennootschap het bedrag overmaken dat nodig is om het overschot aan kosten van beheer van bestraalde splijtstoffen te dekken op het moment dat dit is verschuldigd.

Art. 12. § 1. In afwachting van de herziening van de methode van voorzieningen overeenkomstig § 2 en tot de datum van het definitief vastleggen van deze methode overeenkomstig § 3, legt de kernprovisievennootschap de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen aan volgens de momenteel toepasselijke bepalingen.

§ 2. Binnen zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, maken de kernprovisievennootschap en de betrokken kernexploitanten aan het Opvolgingscomité een voorstel over tot herziene methode van aanleg van voorzieningen voor de ontmanteling en een voorstel tot herziene methode van voorzieningen voor het beheer van bestraalde splijtstoffen, met tenminste de volgende elementen :

- een uitgewerkt scenario voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen;
- een gedetailleerde raming van de betrokken kosten, alsmede een planning in de tijd van de voorziene uitgaven; en
- een berekeningsmethode voor de opbouw van de voorzieningen, met gebruik van actualisatie- en kapitalisatievoeten volgens geïktechnieken van financiële analyse.

§ 3. Les propositions visées au § 2 sont soumises à l'approbation préalable du Comité de suivi. Si celui-ci n'approuve pas ces propositions, il fait part de ses remarques à la société de provisionnement nucléaire et, s'il s'agit des provisions de démantèlement, à l'exploitant nucléaire concerné dans les 60 jours de la réception de la proposition et les invite à soumettre, dans un délai de 60 jours, soit une nouvelle proposition qui tient compte de ces remarques, soit un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles ils estiment ne pas pouvoir donner suite à ces remarques. Si dans les 60 jours de la réception de la nouvelle proposition ou de l'avis motivé, le Comité de suivi n'approuve pas la proposition originale ou nouvelle, le ministre ayant l'énergie dans ses attributions soumet les points de divergence au Conseil des Ministres avec un dossier comprenant les points de vue respectifs de chaque partie ainsi que les solutions représentatives retenues dans le contexte international.

§ 4. Tous les trois ans après la première révision en application des §§ 2 et 3, le Comité de suivi procède à un audit des méthodes utilisées pour la constitution des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées, à la lumière notamment des informations visées à l'article 7, § 1^{er}, et ce en concertation avec la société de provisionnement nucléaire et, pour les provisions de démantèlement, avec les exploitants nucléaires concernés. A cette occasion, la société de provisionnement nucléaire et, le cas échéant, l'exploitant nucléaire concerné peuvent proposer des modifications à ces méthodes et le Comité de suivi peut requérir que la société de provisionnement nucléaire et, le cas échéant, l'exploitant nucléaire concerné lui proposent de telles modifications. Dans ce cas, la procédure prévue au § 3 s'applique par analogie.

Sous-section 2. — Gestion des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées

Art. 13. La société de provisionnement nucléaire est chargée de la gestion des fonds constituant la contre-valeur des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées.

Art. 14. § 1^{er}. La société de provisionnement nucléaire peut prêter, au taux pratiqué dans le marché pour des crédits industriels, la contre-valeur des provisions pour le démantèlement et pour la gestion de matières fissiles irradiées, à hauteur de maximum 75 pour cent du montant total de ces provisions, aux exploitants nucléaires qui peuvent être considérés comme des débiteurs de bonne qualité selon les critères visés au § 2. Sans préjudice du § 2, alinéa 2, ce pourcentage est de 100 pour cent durant une période de transition de 24 mois suivant la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, la qualité du crédit de chaque exploitant nucléaire est mesurée et réévaluée périodiquement au moyen d'un ratio d'endettement au regard des capitaux propres, sur une base consolidée, et d'un « credit rating » d'une agence de notation de réputation internationale.

Dans la limite prévue au § 1^{er}, le Comité de suivi peut revoir le pourcentage maximal des fonds que la société de provisionnement nucléaire peut prêter à un exploitant nucléaire, à la baisse comme à la hausse, au fur et à mesure de l'évolution de la qualité de son crédit par rapport à ces critères et ce, selon une échelle graduée et transparente qui sera établie dans une convention conclue entre l'Etat, la société de provisionnement nucléaire et les exploitants nucléaires. Cette convention doit être approuvée par le Conseil des Ministres.

Au lieu de revoir le pourcentage à la baisse, le Comité de suivi peut le maintenir si l'exploitant nucléaire concerné constitue une sûreté réelle ou personnelle adéquate en faveur de la société de provisionnement nucléaire.

§ 3. Si des modifications importantes surviennent dans la méthode de credit rating ou si, en raison d'autres évolutions externes, l'échelle n'est plus adéquate pour mesurer la solvabilité d'une société comme l'exploitant nucléaire, la société de provisionnement nucléaire et/ou l'exploitant nucléaire peuvent proposer, au Comité de suivi, des modifications de cette échelle ou de la définition ou mesure des indicateurs ou le Comité de suivi peut exiger qu'ils proposent de telles modifications. Si le Comité de suivi et la société de provisionnement nucléaire et/ou l'exploitant nucléaire ne parviennent pas à un accord à cet égard, le Roi peut, dans un délai de 6 mois, renouvelable une seule fois pour deux mois, fixer l'échelle sur proposition du Comité de suivi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3. De voorstellen bedoeld in § 2 worden voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd van het Opvolgingscomité. Indien het deze voorstellen niet goedkeurt, deelt het zijn bemerkingen mee aan de kernprovisievennootschap en, indien het voorzieningen voor de ontmanteling betreft, aan de betrokken kernexploitant binnen de 60 dagen na ontvangst van het voorstel en nodigt hen uit om, binnen 60 dagen, hetzij een nieuw voorstel over te maken dat rekening houdt met deze bemerkingen, hetzij een gemotiveerd advies dat de redenen weergeeft waarom zij menen deze bemerkingen niet te kunnen volgen. Indien binnen de 60 dagen na ontvangst van het nieuw voorstel of van het gemotiveerd advies, het Opvolgingscomité het oorspronkelijk of nieuw voorstel niet goedkeurt, legt de minister die de Energie in zijn bevoegdheid heeft de twistpunten voor aan de Ministerraad met een dossier dat de respectieve standpunten van elke partij bevat, alsook de toonaangevende oplossingen weerhouden in de internationale context.

§ 4. Driejaarlijks na de eerste herziening in uitvoering van §§ 2 en 3, voert het Opvolgingscomité een audit uit van de methoden gebruikt voor de aanleg van de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van de bestraalde splijtstoffen, in het licht inzonderheid van de informatie bedoeld in artikel 7, § 1 en dit in overleg met de kernprovisievennootschap en, voor de voorzieningen voor de ontmanteling, met de betrokken kernexploitanten. Bij deze gelegenheid kunnen de kernprovisievennootschap en, in voorkomend geval, de betrokken kernexploitant wijzigingen voorstellen aan deze methoden en het Opvolgingscomité kan verzoeken dat de kernprovisievennootschap en, in voorkomend geval, de betrokken kernexploitant hem dergelijke wijzigingen voorstellen. In dit geval, wordt de procedure voorzien in § 3 analoog toegepast.

Onderafdeling 2. — Beheer van de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen

Art. 13. De kernprovisievennootschap staat in voor het beheer van de fondsen die de tegenwaarde vormen van de voorzieningen voor de ontmanteling en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen.

Art. 14. § 1. De kernprovisievennootschap kan, tegen de geldende rente voor industriële kredieten, tot maximum 75 percent van het totale bedrag van de voorzieningen, de tegenwaarde van de voorzieningen voor de ontmanteling en het beheer van bestraalde splijtstoffen lenen aan kernexploitanten die beschouwd kunnen worden als schuldenaars van goede kwaliteit volgens de criteria aangegeven in § 2. Onverminderd § 2, tweede lid, bedraagt dit percentage 100 percent tijdens een overgangperiode van 24 maanden volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, wordt de kwaliteit van het krediet van elke kernexploitant gemeten en opnieuw periodiek geëvalueerd door middel van een schuldratio ten aanzien van het eigen vermogen, op een geconsolideerde basis, en van een « credit rating » van een internationaal erkend noteringsagentschap.

Binnen de grenzen voorzien in § 1, kan het Opvolgingscomité het maximaal percentage herzien, zowel naar omhoog als naar omlaag, van de fondsen die de kernprovisievennootschap aan een kernexploitant kan lenen, naarmate de kwaliteit van zijn krediet evolueert ten aanzien van deze criteria en dit volgens een geleidelijke en transparante schaal die tussen de Staat, de kernprovisievennootschap en de kernexploitanten overeengekomen zal worden. Deze overeenkomst moet goedgekeurd worden door de Ministerraad.

In plaats van het percentage naar omlaag te herzien, kan het Opvolgingscomité dit laatste behouden indien de kernexploitant een adequate zakelijke of persoonlijke zekerheid stelt ten gunste van de kernprovisievennootschap.

§ 3. Indien zich aanzienlijke wijzigingen voordoen in de methodiek van de kredietrating of indien ingevolge andere externe ontwikkelingen de schaal niet langer geschikt is tot meting van de kredietwaardigheid van een onderneming als de kernexploitant, kunnen de kernprovisievennootschap en/of de kernexploitant aan het Opvolgingscomité wijzigingen voorstellen aan die schaal of aan de definitie of meting van de indicatoren of kan het Opvolgingscomité vereisen dat zij dergelijke wijzigingen voorstellen. Als het Opvolgingscomité en de kernprovisievennootschap en/of de kernexploitant hierover geen akkoord vinden, dan kan de Koning binnen 6 maanden, termijn die eenmalig te verlengen is met 2 maanden, op voorstel van het Opvolgingscomité, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de schaal bepalen.

§ 4. Les conditions des prêts accordés par la société de provisionnement nucléaire en application du § 1^{er} sont fixées dans une ou plusieurs conventions établies entre cette société et l'exploitant nucléaire concerné. Ces conventions sont communiquées au Comité de suivi qui en vérifie la conformité avec les dispositions de la présente loi et la convention mentionnée au § 2 et qui peut requérir que les parties en modifient les clauses incompatibles avec ces dispositions.

§ 5. La partie des provisions ne pouvant faire l'objet de prêts, à savoir au moins vingt-cinq pour cent du total des provisions, est placée par la société de provisionnement nucléaire dans des actifs extérieurs aux exploitants nucléaires, dans le respect d'une suffisante diversification et répartition des investissements afin de minimiser le risque.

§ 6. La société de provisionnement nucléaire conserve, à tout moment, suffisamment de liquidités, sous forme de placements de trésorerie ou de valeurs disponibles, pour pouvoir financer toutes les dépenses liées au démantèlement et à la gestion de matières fissiles irradiées pour les trois ans de fonctionnement suivants.

Art. 15. Dès que le Comité de suivi revoit à la baisse le pourcentage des fonds que la société de provisionnement nucléaire peut prêter à un exploitant nucléaire en application de l'article 14, § 2, il fixe le montant que ce dernier doit rembourser à la société de provisionnement nucléaire sur les prêts qu'elle lui a accordés en application de l'article 14, § 1^{er}, ainsi que le délai le plus court possible dans lequel ce remboursement doit être effectué, tenant compte des échéances pour mobiliser les fonds.

Art. 16. § 1^{er}. Un privilège général sur les biens meubles des exploitants nucléaires, en faveur de la société de provisionnement nucléaire, naît aussitôt que le Comité de suivi impose à la société de provisionnement nucléaire le remboursement complet ou partiel des prêts concernés. Ce privilège garantit le remboursement des prêts concernés à concurrence du montant de remboursement fixé par le Comité de suivi.

§ 2. Le privilège visé au § 1^{er} tombe dans chacun des cas suivants :

— dès que le montant fixé par le Comité de suivi est effectivement remboursé à la société de provisionnement nucléaire;

— dès qu'une société mère de l'exploitant nucléaire ou une institution de crédit se porte garante de ce montant vis-à-vis de la société de provisionnement nucléaire, à condition que le garant concerné dispose auprès d'une agence de notation de réputation internationale d'un « credit rating » égal au « credit rating » qui correspond à une quotité de prêt maximale de 75 pour cent telle que définie dans la convention dont il est question à l'article 14;

— dès que le Conseil des Ministres ou, le cas échéant, le juge compétent, a décidé qu'il n'y a pas lieu de procéder au remboursement ordonné par le Comité de suivi.

§ 3. Les conventions de prêt visées à l'article 14, § 4, contiennent une clause dite « negative pledge » en vertu de laquelle l'exploitant nucléaire concerné s'interdit de grever ses actifs d'hypothèques ou d'autres sûretés pour son endettement financier sauf à constituer ou procurer une sûreté équivalente au profit de la société de provisionnement nucléaire, étant entendu que cette interdiction comportera les exceptions d'usage pour des sûretés existantes, des sûretés constituées dans le courant normal des affaires et des sûretés pour l'acquisition de nouveaux actifs.

Art. 17. Le privilège à l'article 16 prend rang immédiatement après celui mentionné à l'article 19, 4^o, *nonies*, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

§ 4. De voorwaarden van de leningen toegekend door de kernprovisievennootschap in toepassing van § 1 worden bepaald in één of meerdere overeenkomsten afgesloten tussen deze vennootschap en de betrokken kernexploitant. Deze overeenkomsten worden overgemaakt aan het Opvolgingscomité dat hun overeenstemming met de bepalingen van deze wet en de overeenkomst vermeld in § 2 controleert en dat van de partijen kan vereisen dat zij de clausules die strijdig zijn met deze bepalingen wijzigen.

§ 5. Het deel van de voorzieningen dat niet het voorwerp mag uitmaken van leningen, te weten minstens vijftig procent van het totale van de voorzieningen, wordt door de kernprovisievennootschap belegd in activa buiten de kernexploitanten, met aandacht voor een voldoende diversificatie en spreiding van de beleggingen teneinde het risico te minimaliseren.

§ 6. De kernprovisievennootschap houdt, op ieder ogenblik, voldoende liquiditeiten aan, onder de vorm van geldbeleggingen of liquide middelen, om alle uitgaven verbonden met de ontmanteling en het beheer van bestraalde splijtstoffen gedurende de komende drie werkingsjaren te financieren.

Art. 15. Van zodra het Opvolgingscomité het percentage van de fondsen die de kernprovisievennootschap kan lenen aan een kernexploitant in uitvoering van artikel 14, § 2 naar omlaag herziet, bepaalt het het bedrag dat deze laatste aan de kernprovisievennootschap dient terug te storten van de leningen die hem zijn toegekend in uitvoering van artikel 14, § 1, alsook de zo kort mogelijke termijn binnen dewelke deze terugstorting dient te zijn uitgevoerd, rekening houdende met de tijdsbestekken om de fondsen te mobiliseren.

Art. 16. § 1. Zodra het Opvolgingscomité aan de kernprovisievennootschap de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de betrokken leningen oplegt, ontstaat een algemeen voorrecht op de roerende goederen van de kernexploitant ten voordele van de kernprovisievennootschap. Dit voorrecht waarborgt de terugbetaling van de betrokken leningen ten belope van het door het Opvolgingscomité vastgestelde bedrag van terugbetaling.

§ 2. Het voorrecht bedoeld in § 1 vervalt in elk van de volgende gevallen :

— zodra het door het Opvolgingscomité vastgestelde bedrag effectief aan de kernprovisievennootschap is terugbetaald;

— zodra een moedervernootschap van de kernexploitant of een kredietinstelling zich voor dit bedrag borg stelt ten aanzien van de kernprovisievennootschap, op voorwaarde dat de betrokken borg bij een internationaal erkend noteringsagentschap een kredietrating heeft gelijk aan de kredietrating die overeenstemt met een maximum leenquotiteit van 75 percent zoals bepaald in de overeenkomst waarvan sprake in artikel 14;

— zodra de Ministerraad of, in voorkomend geval, de bevoegde rechter heeft beslist dat er geen aanleiding is tot de terugbetaling bevolen door het Opvolgingscomité.

§ 3. De leningsovereenkomsten bedoeld in artikel 14, § 4, bevatten een zogenaamde « negative pledge » clause krachtens dewelke de betrokken kernexploitant zijn activa niet mag belasten met hypotheken of andere zekerheden voor zijn financiële schuld, behalve indien hij een gelijkwaardige zekerheid kan stellen of verschaffen ten gunste van de kernprovisievennootschap, met dien verstande dat dit verbod de gebruikelijke uitzonderingen zal omvatten voor bestaande zekerheden, zekerheden gesteld in de normale bedrijfsvoering en zekerheden voor het bekomen van nieuwe activa.

Art. 17. Het voorrecht bedoeld in artikel 16 komt in rang onmiddellijk na dit bedoeld in artikel 19, 4^o, *nonies*, van de hypotheekwet van 16 december 1851.

Art. 18. Le Comité de suivi veille à ce que les provisions établies en vertu de l'article 11 ne soient pas excédentaires par rapport aux coûts de démantèlement et de gestion de matières fissiles irradiées.

Art. 19. Les exploitants nucléaires ainsi que la société de provisionnement nucléaire informent immédiatement le Comité de suivi de tout changement significatif dans leur actionariat ou de toute fusion, scission, liquidation ou apport d'universalité ou de branche d'activité et l'informent sans délai de tout élément de nature à conduire à une mise en faillite ou en concordat. Ils informeront le Comité de suivi préalablement au dépôt de toute requête en faillite ou en concordat.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives*

Art. 20. A l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 10 juin 1994 est inséré après les mots « relatifs à l'approvisionnement du pays en énergie », le membre de phrase suivant :

« et l'adéquation des provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires .»

Art. 21. A l'article 179, § 1^{er}, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est inséré, après les mots « cycle des combustibles nucléaires », le membre de phrase suivant :

« ainsi que les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires .»

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 22. Sans préjudice des autres mesures prévues par la présente loi, le Comité de suivi peut enjoindre à toute personne physique ou morale établie en Belgique de se conformer à des dispositions déterminées des articles 7, 12 et 18 ou de leurs arrêtés d'exécution dans le délai que le Comité de suivi détermine. Si cette personne reste en défaut à l'expiration du délai, le Comité de suivi peut, après avoir entendu la personne ou l'avoir dûment convoquée, lui infliger une amende administrative. Le Comité de suivi fixe le montant de l'amende et motive sa décision. L'amende ne peut être, par jour calendrier, inférieure à 1.250 euros, ni, au total, être supérieure à 2 millions d'euros. L'amende est recouvrée au profit du trésor par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Art. 23. Dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, la société de provisionnement nucléaire modifie ses statuts et prend toutes autres mesures afin de se conformer aux dispositions de la présente loi.

Art. 24. Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, l'application de la présente loi à la Société coopérative pour la Production de l'Electricité, dénommée ci-après la « SPE », et notamment :

1° organise le transfert à la société de provisionnement nucléaire des fonds constituant la contrepartie des provisions pour le démantèlement établies dans les comptes de la SPE au 31 décembre 2002;

2° dans la mesure où la SPE reste impliquée dans la production industrielle d'électricité par fission de combustibles nucléaires en Belgique, prévoit une contribution proportionnelle de la SPE à la constitution des provisions pour le démantèlement et la gestion des matières irradiées;

3° la mise en place d'un mécanisme de prêt visée par la présente loi.

Art. 25. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis du Comité de suivi, le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour assurer la transposition des dispositions obligatoires résultant de traités internationaux, ou d'actes internationaux pris en vertu de ceux-ci, et concernant l'objet de la présente loi.

Art. 18. Het Opvolgingscomité waakt erover dat de voorzieningen aangelegd krachtens artikel 11 ten opzichte van de kosten van ontmanteling en van beheer van bestraalde splijtstoffen niet overtollig zouden zijn.

Art. 19. De kernexploitanten alsook de kernprovisievennootschap brengen het Opvolgingscomité onverwijld op de hoogte van iedere significante wijziging in hun aandeelhouderschap of van iedere fusie, splitsing, ontbinding of inbreng van algemeenheid of van een bedrijfstak van elk ander element dat tot een faillissement of gerechtelijk akkoord kan leiden. Zij brengen het Opvolgingscomité voorafgaandelijk op de hoogte van elke neerlegging van een verzoekschrift tot faillissement of concordaat.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 20. In het artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juni 1994 wordt na de woorden « inzake de bevoorrading van het land in energie », het volgend zinsdeel toegevoegd :

« en met de toereikendheid van de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales .»

Art. 21. In het artikel 179, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt na de woorden « nucleaire brandstofcyclus », het volgend zinsdeel toegevoegd :

« alsook de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales .»

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Onverminderd de andere door deze wet voorziene maatregelen, kan het Opvolgingscomité elke in België gevestigde natuurlijke of rechtspersoon verplichten tot naleving van specifieke bepalingen van artikels 7, 12 en 18 of de uitvoeringsbesluiten ervan binnen de termijn bepaald door het Opvolgingscomité. Indien deze persoon bij het verstrijken van de termijn in gebreke blijft, kan het Opvolgingscomité, nadat de persoon werd gehoord of naar behoren werd opgeroepen, een administratieve geldboete opleggen. Het Opvolgingscomité bepaalt het bedrag van de geldboete en motiveert zijn beslissing. De geldboete mag, per kalenderdag, niet lager zijn dan 1.250 euro, noch, in totaal, hoger zijn dan 2 miljoen euro. De geldboete wordt ten gunste van de Schatkist geïnd door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, der registratie en domeinen.

Art. 23. Binnen twee maanden na de inwerkingtreding van deze wet, wijzigt de kernprovisievennootschap haar statuten en neemt alle andere maatregelen teneinde zich in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

Art. 24. De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de toepassing van deze wet op de Samenwerkende Venootschap voor de Produktie van Elektriciteit, hierna genoemd « SPE », en inzonderheid :

1° organiseert de overdracht aan de kernprovisievennootschap van de fondsen die de tegenwaarde vormen van de voorzieningen voor de ontmanteling, opgebouwd in de rekeningen van SPE tot 31 december 2002;

2° voorziet, in de mate waarin SPE in België actief blijft in de industriële productie van elektriciteit door splijting van kernbrandstoffen, een evenredige bijdrage van SPE tot de vorming van de voorzieningen voor de ontmanteling en het beheer van de bestraalde splijtstoffen;

3° stelt een leningsmechanisme in zoals voorzien in deze wet.

Art. 25. Bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van het Opvolgingscomité, kan de Koning de nodige maatregelen treffen ter omzetting van de dwingende bepalingen die voortvloeien uit internationale verdragen, of uit internationale akten genomen krachtens dergelijke verdragen, en die het voorwerp van deze wet betreffen.

Les arrêtés pris en vertu du premier alinéa peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

Documents 50-2238.

Session ordinaire 2002/2003.

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Amendement.

N° 3. Rapport.

N° 4 : Texte corrigé par la commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales de la chambre des représentants : compte rendu intégral : 27 mars 2003.

Sénat :

Documents parlementaires :

N° 2-1564.

Session ordinaire 2002/2003.

N° 1. Projet évoqué par le Sénat.

N° 2. Rapport.

N° 3. Décision de ne pas amender.

De besluiten die krachtens het eerste lid worden vastgesteld, kunnen de van kracht zijnde wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
A. VERWILGHEN

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire documenten.

Documenten 50-2238.

Gewone zitting 2002/2003.

N° 1. Wetsontwerp.

N° 2. Amendementen.

N° 3. Verslag.

N° 4 : tekst verbeterd door de commissie.

N° 5 : tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de senaat.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : integraal verslag : 27 maart 2003.

Senaat :

Parlementaire stukken :

N° 2-1564.

Gewone zitting 2002/2003.

N° 1. Ontwerp geëvoceerd door de senaat.

N° 2. Verslag.

N° 3. Beslissing om niet te amenderen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 2846

[C — 2003/11319]

11 AVRIL 2003. — Loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat, ainsi que l'établissement de rapports, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques et du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles le 14 novembre 2002 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat, ainsi que l'établissement de rapports, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques et du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles le 14 novembre 2002, annexé à la présente loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 2846

[C — 2003/11319]

11 APRIL 2003. — Wet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto, afgesloten te Brussel op 14 november 2002 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto, afgesloten te Brussel op 14 november 2002, gevoegd bij deze wet.